Paris, le 29 août 1792.¹

Monsieur le Président,

Plusieurs officiers du régiment de Salis-Samade, en garnison à Rouen, ont donné leur démission. Les motifs, qui ont déterminé cette démission et le mauvais effet qu'elle produirait en Suisse et particulièrement à Bâle si le roi l'acceptait, m'ont mis dans le cas d'écrire au ministre de la guerre la lettre dont je joins ici copie ; j'ai pensé, Monsieur le Président, que cette communication pourrait n'être pas indifférente à Messieurs de la commission extraordinaire surtout d'après les bruits qui ont circulé relativement à la ville de Rouen.

De Sainte-Croix.

Monsieur,

Je dois vous faire part d'un avis que je reçois de la Suisse ; voici ce qu'il porte :

Vous saurez l'histoire du régiment de Salis-Samade. J'ai vu une lettre qui prouve à mes yeux que Rouen devait devenir le foyer d'une contre-révolution, qu'il fallait un bataillon dévoué ; que Monsieur Bachman, lieutenant-colonel du régiment de Salis, était l'agent choisi de préférence, et que pour qu'il parvînt à son but, il fallait qu'il éloignât tout ce qui est pour la Révolution. Buxdorf, Bourcard et Salis-Scevis, bons patriotes du régiment, ont été forcés de donner leur démission ; les procédés impérieux et outrageants de Bachman les y ont obligés.

L'ambassadeur de France près le corps helvétique me prévient en m'envoyant cette note que la démission de Messieurs Buxdorf, Bourcard et Salis-Scevis fera le plus mauvais effet en Suisse. Les deux premiers de ces officiers sont de Bâle, où ils jouissent l'un et l'autre de la plus parfaite estime. L'État de ce nom prend à leur affaire le plus vif intérêt, parce qu'on est convaincu que leur démission n'a d'autre cause que les mauvais procédés de Monsieur Bachman à leur égard. Quant à Monsieur Salis-Scevis, l'ambassadeur m'informe que c'est également un excellent sujet ; qu'il est fils de l'un des trois chefs des ligues grises, homme infiniment respectable sous tous les rapports, singulièrement dévoué à nos intérêts, et qui, par son mérite et ses vertus, jouit du plus grand crédit et de beaucoup d'influence dans son pays.

Comme on m'assure, Monsieur, que la démission de ces officiers n'est pas encore acceptée, j'ai pensé qu'il convenait de vous instruire de l'opinion que l'on s'était formée en Suisse des motifs qui l'avaient rendue nécessaire.

Je vous prie de vouloir vous faire rendre compte avec la plus grande exactitude de ce qui s'est passé entre les officiers démissionnaires et le lieutenant-colonel et de mettre la plus grande célérité à faire rendre à Messieurs Buxdorf, Bourcard et Salis la justice qui leur est due s'il est reconnu qu'ils aient éprouvé des vexations auxquelles leur patriotisme aurait donné lieu.

Je vous observe que, dans ce cas, il serait d'autant plus instant de procurer satisfaction à ces officiers, que leur cause est en quelque façon celle de l'État de Bâle et des ligues grises, et qu'il devient chaque jour plus important de nous ménager des dispositions favorables de la part de ces États. La cour de Vienne ne néglige aucun moyen d'y augmenter son influence, particulièrement à Bâle, où nous avons le plus grand intérêt à conserver la prépondérance.

Je vous prie, Monsieur, de ne pas tarder à me faire part de ce que vous aurez déterminé relativement à cette affaire afin que je puisse aussitôt en informer l'État de Bâle, les ligues grises et notre ambassadeur en Suisse.

Les motifs qui ont déterminé les officiers dont il s'agit à donner leur démission, paraissant tenir à un projet qui intéresserait la sûreté publique, je crois devoir donner communication à la commission extraordinaire des Vingt et-un de l'Assemblée nationale de la lettre que j'ai l'honneur de vous écrire.

De Sainte-Croix, ministre des affaires étrangères.

1 Erreur. Lettre lue à l'Assemblée nationale le 14 août 1792.